

À bas la guerre d'Israël contre les peuples du Moyen-Orient ! Aucun soutien à Trump et Macron qui arment et soutiennent Netanyahou !

L'attaque israélienne contre l'Iran (deux cents avions de chasse dès la première vague...), puis l'engrenage qui s'en est suivi et qui continue ont déjà causé de graves destructions, des dizaines de morts et des centaines de blessés – avec près de dix fois plus de victimes en Iran qu'en Israël.

La fuite en avant de Netanyahou

Non content d'avoir détruit Gaza, d'affamer la population, de tuer celles et ceux qui tentent d'accéder aux colis de l'aide chichement distribuée par une organisation prétendument humanitaire inféodée à l'armée israélienne, Netanyahou a imposé le blocus de la Cisjordanie. Après les bombardements au Liban et au Yémen, puis les interventions en Syrie, voilà qu'il envoie toute une armada bombarder l'Iran. La raison avancée de cette attaque est d'empêcher le régime réactionnaire et dictatorial iranien de se doter de l'arme nucléaire. Comme si le génocidaire Netanyahou ne disposait pas lui-même de cette arme !

La loi des grandes puissances

Bénéficiant d'un flux illimité d'armes occidentales, l'État colonial d'Israël est le bras armé de la politique impérialiste des États-Unis au Moyen-Orient. Mais attaquer un pays comme l'Iran ne peut pas se faire comme envahir Gaza. Il ne s'agit pas d'une petite bande de terre peuplée de deux millions de personnes désarmées, mais d'un pays de près de 90 millions d'habitants, grand comme deux fois et demie la France, disposant d'une armée nombreuse et bien équipée.

Netanyahou lui-même dit qu'il a informé l'administration Trump avant de déclencher la guerre contre l'Iran. Il dit aussi avoir reçu des assurances de tous les dirigeants occidentaux. Même si Trump a pu quelque temps donner l'impression de prendre ses distances avec la décision israélienne, tout comme Macron, tous ont réaffirmé leur soutien indéfectible à Israël dès la riposte iranienne. Trump, pourtant engagé dans des négociations avec l'Iran dont il disait qu'elles étaient en bonne voie, a du coup exhorté les dirigeants iraniens à accepter ses conditions sous

peine de destruction. Macron s'est empressé, dans sa conférence de presse du 13 juin, de réaffirmer le « *droit d'Israël à se défendre* ». Mais quelle inversion mensongère ! C'est Israël l'agresseur et l'Iran qui serait légitime à se défendre... Dès le lendemain le Quai d'Orsay indiquait la possibilité de participer aux opérations militaires aux côtés du régime sioniste fauteur de guerre.

Les empêcher de nuire

La guerre au Moyen-Orient, initiée par l'État d'Israël, peut basculer à tout moment dans un conflit généralisé dans toute la région. Les Trump ou Macron, qui sont aux commandes de l'humanité, et leurs chiens de guerre comme Netanyahou, sont prêts à mettre le monde à feu et à sang pour assurer la pérennité de leur système. Pas question d'accepter l'union sacrée derrière ces dirigeants au service des intérêts des capitalistes et des marchands d'armes.

Les protestations et manifestations contre le génocide en cours à Gaza se sont multipliées ces dernières semaines. La flottille humanitaire arraisonnée par la marine israélienne, de même que les caravanes convergeant vers Gaza ou le refus de dockers de charger des armes à destination d'Israël ont montré que le soutien à la population de Gaza s'amplifiait. Des dizaines de milliers de personnes ont manifesté partout en France samedi, 150 000 l'ont fait aux Pays-Bas, et dans bien d'autres pays du monde.

Il faut que la protestation populaire s'intensifie, envahisse les rues, partout, et que le monde du travail utilise les moyens qui lui sont propres (la grève, le blocage de la machine de production) pour se mettre en travers des décisions de ceux qui nous gouvernent, dont le bras armé n'aura sinon aucune retenue.

Dialogue social à sens unique

Mardi dernier, les collègues de l'Étape et ceux venus les soutenir se sont invités au Comité social d'établissement. Le directeur, qui prône le dialogue social, nous a fermé la porte au nez. Mais, grâce aux délégués présents, il a bien été obligé de nous recevoir. Nous avons donc pu lui dire en face que nous étions contre la fermeture des lits. Et les collègues de l'Étape ont raconté la façon très violente dont c'est fait cette fermeture. Elles ont été maltraitées par l'encadrement et les médecins du C. Certes, cela ne suffira pas à empêcher la fermeture, mais au moins les choses sont dites et cela n'est pas passé comme une lettre à la poste comme l'aurait voulu la direction.

Un égo surdimensionné

Des banderoles sur l'hôpital, une AG du personnel d'où il a été sommé de partir et l'envahissement du CSE... trop pour cet « excellent manager » comme il aime à se qualifier. Du coup, il a passé la nuit de mardi à mercredi à écrire un mémoire dans lequel il explique que le rôle des syndicats doit se cantonner à écrire des tracts et à les afficher sur des tableaux loin des regards. Une conception de la démocratie bien personnelle pour un ancien militant de gauche. Ah, qu'il était doux le temps de l'Inquisition où l'on pouvait brûler ces hérétiques !

Après Los Angeles, Novillars ?

Dans son pamphlet contre les syndicats, il fustige la dégradation des biens publics et parle de l'utilisation des biens de l'hôpital de façon « malveillante ». Que c'est-il donc passé à Novillars, une insurrection ? Des voitures et des bâtiments dégradés ? Non, sinon CNews et Retailleau seraient déjà sur le coup... Un syndicat a juste utilisé trois vieux draps pour faire des banderoles. Cela aura-t-il des conséquences sur le budget 2025 ? L'effondrement du CHS ? Pas sûr, mais en attendant, on peut peut-être envoyer la garde nationale !

L'hôpital craque de partout

Les UP débordent. Quinze personnes pour quatre lits récemment. Les pavillons d'admission sont pleins, accueillant 23 patients pour 21 lits. Quant aux services qui prennent les malades pour décharger les admissions, ils sont pleins aussi. Les listes d'attente s'allongent. Mais, pas grave pour ceux qui nous gouvernent : ils continuent de fermer des pavillons et des services, au CHS comme dans de nombreuses villes du pays. Mais pas de souci, la direction a prévu... un comité de « prévention de crise » ! Plus l'hôpital se dégrade, plus il y a de comités...

Ça finit par ne plus nous faire rire

Alors qu'à la MAS, les aides-soignantes donnent les traitements et que les ASH s'occupent de donner les repas aux patients, la direction crée un énième groupe de travail pour « recentrer les professionnels sur leur cœur de métier ». C'est l'hôpital qui se fout de la charité.

Ça craque aussi au PPA

Du côté des personnes âgées la situation n'est pas plus réjouissante. Faute de médecin, le pôle a dû suspendre les admissions. Un coup dur pour les UP qui débordent. D'ailleurs, un médecin a poussé un coup de gueule car impossible de faire hospitaliser les patients qui vont mal.

Bientôt des augmentations de salaire ?

Dans son discours qui n'en finissait pas mardi, le directeur nous a dit que les pouvoirs publics avaient pris conscience de la dégradation de la situation dans les hôpitaux. On a pu voir le résultat dans le discours du ministre de la Santé qui annonce... trois mesurette sans aucun moyen financier supplémentaire. Mais puisque que tout le monde semble d'accord sur notre utilité et nos conditions de travail dégradées, on attend avec impatience une vraie revalorisation de nos salaires qui serait une bonne entrée en matière.

Manche : une centaine de migrants secourus

Une centaine de migrants ont été secourus alors que leurs embarcations étaient en difficulté par gros temps. Depuis le début de l'année, au moins 14 personnes sont mortes lors de cette traversée. Mais ces drames n'empêchent pas la Commission européenne d'avoir proposé, le mois dernier, un durcissement de la législation visant les demandeurs d'asile et la Grande-Bretagne de renforcer sa police des frontières.

Christian Tein remis en liberté

La cour d'appel de Paris a confirmé la libération de Christian Tein et de trois autres militants kanak, détenus en métropole depuis un an, dans la foulée des révoltes qui avaient embrasé l'archipel en mai 2024. Mais ce n'est qu'une demi-victoire. En effet le leader indépendantiste reste placé sous contrôle judiciaire, est interdit de retourner en Kanaky, doit résider chez sa compagne en Alsace et ne peut contacter d'autres personnes mises en cause dans cette affaire. Autant d'entraves intolérables à sa liberté.

Car Tein et ses camarades ne sont pas des malfaiteurs mais des militants qui se battent pour une cause juste, celle de la reconnaissance des droits du peuple kanak à disposer de lui-même.

